



Accroître les financements  
pour la gestion durable des terres

# MALI

## CONTEXTE

La gestion durable des terres (GDT) est un impératif politique majeur pour le Mali, pays dont l'économie repose essentiellement sur le secteur primaire dont, en tout premier lieu, l'agriculture et l'élevage (44 % du produit intérieur brut en 1995, mais 80 % de la population active).

L'érosion dégrade les terres arables : les pertes sont en moyenne de 6,5 tonnes par hectare et par an et s'élèvent à 10 t/ha.an au sud du pays.

Il en résulte des pertes de revenu agricole qui peuvent être considérables, si on les compare au seuil de pauvreté - 234 €/an en 2005 -, en dessous duquel vit la majorité de la population rurale : 7 euros par hectare en zone sahélienne, mais jusqu'à 138 €/ha en zone soudanienne.

L'expérience prouve que les investissements sur le terrain ne suffisent pas si des évolutions des contextes institutionnel, économique, et politique ne les accompagnent pas.

Le gouvernement de la République malienne a ainsi souhaité se doter d'un Cadre stratégique d'investissement dans la gestion durable des terres, pour lequel il a fait appel aux partenariats de la Banque Mondiale, de la coopération technique allemande (GTZ), du PNUD et du Mécanisme mondial, et en concertation avec ses autres partenaires techniques et financiers (PTF) du domaine de l'environnement et du développement rural.

## DÉFIS

Malgré l'enjeu, la mobilisation de ressources nationales pour la GDT est faible : le ministère de l'environnement et de l'agriculture pèse peu dans les décisions budgétaires et souffre de l'absence de vision commune sur la GDT. Le pays aurait besoin d'une stratégie globale et cohérente de mobilisation des ressources pour le financement de la GDT.

L'approche par projets est encore prédominante et induit une forte concurrence entre ministères techniques pour l'allocation des ressources financières.

Les paysans, dans leur grande majorité, continuent à percevoir le système de production agro-sylvo-pastoral comme un simple moyen de survie entre deux saisons et les principaux moyens de production que sont la terre et l'eau comme des « dons de Dieu » qui ne nécessitent pas que l'on s'y investisse pour les maintenir et/ou les reconstituer.

En revanche, la communauté des bailleurs de fonds apporte une contribution significative aux efforts de lutte contre la désertification et de gestion durable des terres. Entre 2000 et 2006, soixante-huit projets de gestion durable des terres ont été engagés au Mali, pour un budget de plus de 93 millions de dollars des États-Unis.

Globalement, le Mali a reçu, entre 2002 et 2004, environ 500 M\$ d'aide publique au développement, ce qui représente un peu plus de 13 dollars par an et par habitant, soit 5 % du PIB).

Depuis 1995, la Coopération allemande coordonne, à la demande du gouvernement, le suivi des projets environnementaux au Mali. Les partenaires techniques et financiers se réunissent régulièrement depuis octobre 2006, ce qui démontre une réelle volonté d'harmonisation, puis, plus récemment, d'alignement sur les priorités nationales.



Population (millions), 2007: 12.33  
Accroissement de la population, 2007: 3.0%/an  
Superficie (km<sup>2</sup>), 2007: 1 240 200  
Densité de la population (hab/km<sup>2</sup>), 2007: 9.9  
Revenu national par hab., 2007: 498 \$  
Espérance de vie à la naissance, 2006: 54 ans  
Taux de fécondité (nombre d'enfants par femme), 2006: 6.6  
Taux de mortalité avant 5 ans, 2006: 2.17%  
Taux de prévalence du VIH-SIDA dans la population de 15 à 50 ans, 2007: 1.5 %  
Superficie forestière (km<sup>2</sup>), 2000: 125 700  
Surface agricole utile, 2000: 32.4 %  
PIB, 2007: 6.86 G\$  
Croissance du PIB, 2007: 2.8 %/an  
Dette extérieure totale, 2006: 1 436 M\$  
Investissements étrangers directs, flux net, 2006: 185 M\$  
Transferts de fonds par les travailleurs émigrés et rémunération des salariés reçus, 2007: 212 M\$  
Aide publique au développement et aide officielle (\$ courants), 2006: 825 M\$  
Ratification de la CNULCD: 1995

Source: World Development Indicators database, Septembre 2008

Le Mécanisme mondial est une institution subsidiaire de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Il est spécialisé dans l'accroissement des financements destinés à la gestion durable des terres et «est chargé d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développement touchés Parties, de ressources financières importantes...»

## OBJECTIFS DU PROGRAMME

À la demande du gouvernement du Mali, la Banque Mondiale et le Mécanisme Mondial ont engagé, dès 2005, des activités de sensibilisation et de plaidoyer qui ont abouti, en 2007, à la mise en place d'une plateforme de partenariat sur la GDT. Constituée autour des services gouvernementaux et des organisations de la société civile actifs dans le domaine de la GDT, cette plate-forme comprend la Banque Mondiale, l'agence allemande de coopération technique (GTZ) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle a pour objectif « d'accroître les ressources financières destinées à la gestion durable des terres et la lutte contre la désertification au Mali ». De façon spécifique, il s'agit d'appuyer le développement, par le Gouvernement du Mali, d'un cadre d'investissement intégré visant, d'une part, à mobiliser des ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour accroître l'efficacité et l'impact des interventions en matière de GDT et, d'autre part, à créer un climat général favorable à la recherche de financements durables des actions de gestion durable des terres (amplification des succès, gestion des connaissances, mainstreaming, etc.). La plupart des partenaires techniques et financiers du domaine de l'environnement au Mali soutiennent cette initiative, dont le Mécanisme mondial, pour plus de 600 000 dollars des États-Unis.

## SITUATION ACTUELLE

Les échanges entre le MM et le Gouvernement du Mali pour la mise en place d'un cadre d'investissement et d'une stratégie intégrée de mobilisation de ressources pour le financement de la GDT ont commencé en 2005 et ont abouti à l'adoption d'un document de programme et à la signature d'un accord de partenariat. Les résultats attendus de ce programme d'appui du Mécanisme mondial comprennent, entre autres :

- Le renforcement des capacités des organisations de la société civile ;
- L'identification et l'exploitation de sources et de mécanismes de financement novateurs pour combattre la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse ;
- L'intégration du PAN-LCD et des questions liées à la GDT et à la dégradation des sols dans les plans de développement, ainsi que dans les plans et politiques sectoriels et d'investissement pertinents ;
- La mobilisation de ressources financières auprès des institutions financières, des mécanismes et des fonds internationaux, dont le FEM ;
- La mise en place de manière consensuelle d'un cadre de partenariat et d'un cadre d'investissement sur la GDT.

POUR EN SAVOIR PLUS



**M. Mamadou Gakou**

Secrétaire Technique Permanent du  
Cadre institutionnel de la Gestion des  
Questions Environnementales  
Ministère de l'Environnement  
Bamako  
stp@timbagg.com.ml



**François Tapsoba**

Conseiller régional,  
Afrique de l'Ouest et du Centre  
f.tapsoba@global-mechanism.org

## PROCHAINES ETAPES

Le programme a démarré par la mise à disposition du gouvernement, via le PNUD, de la première tranche de l'appui financier du Mécanisme mondial.

Les premières activités ont consisté à renforcer le dialogue national, mettre en place un comité de pilotage composé de neuf structures et élaborer une vision commune sur la GDT.

Les prochaines activités concerneront le recensement des organisations de la société civile (octobre - décembre 2008), la promotion de la gomme arabique (octobre 2008) et la relecture du Plan d'action national pour la lutte contre la désertification (début 2009).